

Le budget—M. Stanfield

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Je ne crois pas que ce soit correct.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le budget a touché rapidement mais sans conviction à la confiance publique, parlant de consensus, de restrictions volontaires de la part des Canadiens. Mais comment parvient-on au consensus? Comment y arrive-t-on si les Canadiens ne savent pas s'ils peuvent vous faire confiance? La confiance est très fragile et peut se perdre de bien des façons.

Le ministre des Finances aime à répéter qu'il est toujours honnête avec la Chambre et les Canadiens. Je ne voudrais certainement pas l'accuser de nous tromper délibérément dans ses prévisions sur les recettes fiscales. Le ministre est aussi heureux dans ses prévisions à court terme que l'équipage du Titanic.

M. Nielsen: Pour aboutir au même résultat.

M. Stanfield: J'espère que ce ne sera pas aussi grave. En moins de six mois, il a vu ses prévisions contredites du tout au tout. Il ne sait littéralement plus que faire des recettes fiscales, l'inflation supérieure à 10 p. 100 a une incidence telle sur les revenus que, même avec une indexation en retard d'un an, il ne sait que faire de ces sommes supplémentaires. Le ministre a répété l'autre soir qu'il a toujours été franc avec la Chambre et le pays.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: En parlant d'honnêteté, nous nous souvenons tous, même certains de mes amis là-bas qui essaient de manifester leur présence aujourd'hui, comment le ministre nous a présenté l'indexation. Sa voix était quelque peu étouffée car elle venait de loin, étant donné qu'il avait dû ravalé ses paroles. Mais même avec l'indexation, le ministre en cause a toujours les mains blanches, mais débordantes de recettes fiscales dues à l'érosion du revenu net réel des contribuables du Canada.

Le taux d'inflation dépasse largement cette année celui sur lequel le ministre s'est fondé pour prévoir l'indexation. Aussi a-t-il décidé qu'il ferait mieux de rendre une partie de l'argent qu'il avait pris, dans l'espoir que cette mesure tempérerait les nouvelles demandes de fortes augmentations de salaire que les gens estiment nécessaires pour faire face à la hausse du coût de la vie. Je ne lui en veux pas pour autant, c'est le genre de mesure que nous avons recommandée à maintes reprises. Je reproche cependant au ministre de nous présenter ces initiatives comme des réductions d'impôts.

● (1520)

Combien de Canadiens le ministre et son prédécesseur immédiat ont-ils soustrait des listes de l'impôt au Canada? Vingt-cinq millions? Leur nombre doit maintenant avoir atteint ce chiffre. Et pourtant il se lève à la Chambre en déplorant solennellement les pertes de revenus qu'en subit le gouvernement. Selon lui, c'est là une preuve remarquable que le gouvernement se serre la ceinture. La qualité de cet argument est à peu près identique à celle que le ministre de la Santé nationale et du bien-être social juge acceptable pour la viande hachée.

La réduction—si c'en est une—a été faite sur quoi? Sur les impôts indûment élevés qu'avait tout d'abord décrétés le gouvernement, voilà tout. Et celui-ci renonce à quoi? Il renonce à des revenus qu'il a encaissés à cause de l'inflation qu'il n'a pas eu le cran de combattre. C'est tout ce que

[M. Stanfield.]

cela veut dire. Comment diable se serrer la ceinture sans couper certaines dépenses courantes du gouvernement? Comment le peuple canadien peut-il prendre celui-ci au sérieux lorsqu'il parle d'obtenir un consensus, de partager la productivité nationale, de partager le gâteau ou de faire preuve de discipline dans la perception de sa part d'impôts?

Comment croire en sa bonne foi lorsqu'il parle de stabiliser l'économie au pays? Outre le taux d'inflation, les offres d'emploi n'ont jamais, depuis quatre ans été aussi nombreuses qu'aujourd'hui, mais pourtant, le chômage demeure déraisonnablement élevé et il coûte plus de 2 milliards de dollars par année. Le gouvernement va-t-il mener une enquête indépendante sur le programme d'assurance-chômage? Certainement pas. Comment prendre le gouvernement au sérieux lorsqu'il parle d'obtenir un consensus mais n'offre rien pour se l'attirer?

Le ministre prétend qu'il est toujours franc. Je le défie de révéler les prévisions relatives à l'inflation, sur lesquelles se fonde son budget. Je ne le mets pas au défi de prédire le rythme de l'inflation. Il prétend agir toujours avec franchise. Ma foi, qu'il révèle à la Chambre les pronostics du taux d'inflation sur lesquels se fondent les prévisions budgétaires qu'il a présentées à la Chambre lundi soir. Sur quoi fonde-t-il des prévisions pour ce qui est des recettes du gouvernement? Il devrait nous le dire s'il veut donner l'impression d'être sincère lorsqu'il dit qu'il favorise la discussion en vue d'un accord unanime. Mais il refuse de révéler ces chiffres.

Le ministre voudrait que les autres secteurs de la société collaborent, alors qu'ils ne savent pas sur quoi se fondent les prévisions du gouvernement quant à ses recettes. C'est absurde. Monsieur l'Orateur, on dirait un épisode d'Alice au pays des merveilles. L'exposé budgétaire devrait s'intituler «John au pays des gaffes».

M. Turner (Ottawa-Carleton): Oh la la! Allez voir celui qui a écrit cela!

M. Stanfield: Je ne prétends pas que la tâche du ministre soit facile. Je le comprends très bien. Mais je montrerais plus de compréhension encore s'il se montrait plus désireux de faire face à la situation au lieu de faire du baratin.

Une voix: George est le spécialiste en la matière.

M. Stanfield: George est peut-être le spécialiste, mais le ministre sait bien pratiquer cet art. S'il s'était montré résolu à lutter contre l'inflation, nous aurions accepté sa prise de position. Je ne lui demande pas de suivre mes conseils. D'autre part, s'il propose des mesures sérieuses prouvant qu'il a l'intention de combattre l'inflation au pays, je l'appuierai. Mais il ne l'a pas fait. A aucun endroit de son discours il ne s'est montré résolu à faire face à cette responsabilité.

Le ministre s'inquiète à la pensée d'une récession. Je partage son inquiétude. Tout comme lui, je redoute le chômage qui pourrait prendre de l'ampleur d'ici peu. Le ministre a également parlé des mesures destinées à susciter la croissance au Canada; d'autre part, il a dit bien clairement qu'on ne saurait escompter une croissance soutenue sans juguler l'inflation. Mais le budget est un recul complet, dans la lutte contre l'inflation. C'est une capitulation complète, pour ce qui est des efforts en vue d'en arriver à un accord unanime. Il est clair que les mesures mentionnées dans le discours du trône et les allusions faites depuis lors par le premier ministre ne sont que boniments. L'exposé budgétaire ne renferme que des niai-